## **LE TEMPS**

### OPINION ABONNÉ

# Il faut débarquer d'urgence les rescapés bloqués en Méditerranée

OPINION. Les Etats riverains bafouent le droit maritime en refusant d'accueillir les 484 personnes que SOS Méditerranée a sauvées en mer pour certaines il y a presque trois semaines, écrit l'ONG. Qui lance un vibrant appel, signé par une série de personnalités dont Alexandra Calmy, Dick Marty, ou Roger de Weck



Des rescapés contemplent la mer à bord du «Ocean Viking» , le 6 novembre 2022. — © CAMILLE MARTIN JUAN/SOS MEDITERF Publié mardi 8 novembre 2022 à 18:19 / via REUTERS

Nous demandons instamment à ce que les 484 rescapé-e-s à bord des trois navires humanitaires présents en Méditerranée centrale soient débarqué-e-s le plus rapidement possible. L'Italie, Malte et les Etats européens font fi du droit maritime, du respect des droits humains les plus basiques, du droit international et mettent une fois de plus en péril la santé physique et psychologique de personnes sauvées en mer.

### Lire aussi: Au sud de l'Europe, la détresse des migrants bloqués

Pour certain-e-s depuis plus de dix-huit jours, à bord de trois navires humanitaires, ces hommes, ces femmes et ces enfants font face à une attente interminable, pour pouvoir débarquer, étape devant mettre fin à un long périple dans lequel leurs vies ont été déjà trop souvent mises en danger.

Comment pouvons-nous expliquer, justifier, une telle faillite collective et étatique? Quelles sont les valeurs que nous démontrons aux 484 hommes, femmes, enfants, qui ne demandent qu'à pouvoir déposer une demande d'asile pour mettre fin à toute la violence qu'ils et elles ont dû traverser? Quelles leçons tirons-nous des 25 000 morts en mer depuis 2014?

Le droit maritime est très clair. Dans de multiples conventions, il stipule qu'après avoir secouru une embarcation en détresse, un navire doit se voir attribuer le plus rapidement possible un lieu sûr de débarquement, avec une déviation minimale de son voyage et en réduisant le temps que les rescapé·e·s passent à bord de cet abri.

Le 22 octobre, SOS Méditerranée a effectué ses premiers sauvetages et a tenu les centres de coordination de sauvetage maritime responsables dûment informés de toutes les étapes, de l'alerte de détresse à l'évaluation de la situation, puis au sauvetage lui-même. Après cela, SOS Méditerranée a demandé plus de 35 fois un lieu sûr pour débarquer les rescapé-e-s. Aucune de ces demandes n'a été entendue.

Il est du devoir des Etats responsables de la région dans laquelle l'opération est menée de coordonner les opérations de sauvetage en mer, de coopérer entre Etats côtiers et de désigner le plus rapidement possible un lieu sûr où les personnes secourues peuvent débarquer. La plupart des Etats du continent européen ont signé ces conventions, y compris les Etats côtiers responsables que sont l'Italie et Malte.

Le silence maltais et la décision politique italienne de retarder le débarquement des rescapé-e-s prolongent infiniment la souffrance des personnes à bord des navires humanitaires. Depuis plusieurs mois, le retard dans la désignation d'un lieu sûr s'accroît de manière inquiétante. En outre, en vertu d'un récent décret du gouvernement italien, les autorités italiennes n'ont autorisé le débarquement que de certain-e-s rescapé-e-s et non de tou-te-s, décision tout simplement inacceptable d'un point de vue éthique, moral et sécuritaire.

**Lire aussi:** L'Italie de Giorgia Meloni autorise le débarquement des migrants mineurs ou malades

Les personnes à bord de notre navire ont vécu des événements traumatisants tout au long de leur voyage. Sauvées d'une mort imminente, elles ont besoin de soins médicaux spécialisés urgents. Les longues périodes d'attente en mer ont un impact négatif très fort sur leur bien-être mental et physique. Elles sont aussi inacceptables d'un point de vue humain, humanitaire et légal.

Le débarquement de ces hommes, ces femmes et ces enfants est urgent, et bafouer le droit maritime en refusant d'accueillir 484 personnes n'honorera aucune conscience.

Nous, comité associatif de SOS Méditerranée en Suisse, appelons d'urgence la Suisse, la France, l'Italie, Malte, et les Etats du continent européen à faciliter le débarquement immédiat de tous et toutes les rescapé-e-s sauvé-e-s des eaux de la Méditerranée.

Pour éviter qu'une telle situation d'urgence ne se répète, nous demandons aux gouvernements de travailler conjointement au sein des Etats membres de l'UE et des Etats associés avec la Commission européenne pour:

- Appeler les Etats côtiers européens à respecter leurs obligations et à assurer une coordination efficace et rapide des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale, jusqu'au débarquement des rescapé·e·s.
- Mettre en place un mécanisme prévisible de débarquement des rescapé·e·s, qui garantisse un débarquement rapide, dans

un lieu sûr, où la sécurité de la vie des rescapé·e·s n'est plus menacée et où leurs besoins fondamentaux peuvent être satisfaits.

 Créer et mettre en œuvre un programme européen de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale.

#### Signataires:

- Adina Rom Fondatrice et directrice de Policy Analytics et directrice exécutive d'ETH4D (initiative de l'EPFZ visant à développer des innovations répondant aux défis mondiaux et à former les futurs leaders en matière de développement durable)
- Alexandra Calmy –
   Professeure associée au
   Département de médecine et vice-doyenne en charge de la médecine internationale et humanitaire de l'Université de Genève
- Brida von Castelberg –
   Experte au sein du Swiss
   Medical Board et membre du groupe d'experts du Conseil

Autres articles sur le thème



ASILE A Face à l'afflux de réfugiés, Vaud ouvre ses abris PC

de l'Europe, la détresse des migrants bloqués



cznéma a Yusra et Sarah Mardini, natation désynchronisée fédéral sur la maîtrise des coûts de la santé

- Dick Marty Ancien
   procureur général du canton
   du Tessin puis conseiller aux
   Etats durant seize ans
- Richard Watts Fondateur en 2008 de HR Maritime, spécialiste maritime et du commerce international
- Roger de Weck Journaliste et écrivain, ancien directeur général de la SSR ainsi qu'ancien rédacteur en chef de «Die Zeit» et du «Tages Anzeiger»
- Samia Hurst Bioéthicienne et médecin, consultante du Conseil d'éthique clinique des HUG, responsable de l'Unité d'éthique clinique du CHUV, et directrice de l'Institut éthique, histoire, humanités (IEH2) à la Faculté de médecine de Genève

Le Temps publie des chroniques et des tribunes – ces dernières sont proposées à des personnalités ou sollicitées par elles. Qu'elles soient écrites par des membres de sa rédaction s'exprimant en leur nom propre ou par des personnes extérieures, ces opinions reflètent le point de vue de leurs autrices et auteurs. Elles ne représentent nullement la position du titre.